

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

65 040



sur les associations séditieuses.

-----

L'ASSEMBLEE NATIONALE a délibéré et a adopté,

LE PRESIDENT de la REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit:

ARTICLE Premier..- Seront dissous par décret, les associations ou groupements :

1°/- qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ;

2°/- qui présenteraient, par leur forme et leur organisation militaires, le caractère de groupes de combat ou de milices privées ;

3°/- qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement ;

4°/- dont l'activité serait de nature à troubler par tous moyens illégaux le fonctionnement du régime constitutionnel.

ARTICLE 2..- Le décret prononçant la dissolution prescrira toutes mesures utiles pour assurer l'exécution immédiate de cette dissolution.

Seront saisis et confisqués, les uniformes, insignes emblèmes, armes, matériel de propagande et documents utilisés ou distribués par l'association ou le groupement ainsi que tous les biens mobiliers et immobiliers lui appartenant. Ces biens seront placés sous séquestre et liquidés par l'administration des Domaines. Après paiement du passif, dans les limites de l'actif réalisé, ils sont attribués à l'Etat.

ARTICLE 3. - Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis, soit directement, soit par personne interposée ou par toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations dissoutes de se soustraire aux dispositions de l'article 2.

ARTICLE 4. - Seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 10.000 frs à 100.000 Frs tous ceux qui conserveront, à un titre quelconque, les objets énumérés à l'alinéa 2 de l'article 2 ou qui auront accompli ou tenté d'accomplir les actes visés à l'article 3.

ARTICLE 5. - Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100.000 Frs à 1.000.000 de Frs quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement visé à l'article 1er.

La perte des droits civils, civiques et de famille prévue par le Code Pénal pourra être prononcée pour une durée de cinq ans au moins et dix ans au plus.

Si le coupable est un étranger, le tribunal devra en outre prononcer l'interdiction du territoire sénégalais.

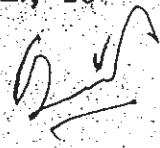
La confiscation de tous objets utilisés en vue du maintien ou de la reconstitution sera obligatoire.

ARTICLE 6. - La procédure de flagrant délit est applicable à la poursuite des infractions prévues par la présente loi.

ARTICLE 7. - Sont abrogés, la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées, le décret 56 - 888 du 30 Août 1956 fixant la mise sous séquestre des biens mobiliers et immobiliers ayant appartenu aux groupes de combat et milices privées dissous et en attribuant le produit, après liquidation, à l'Etat, et l'Ordonnance 59 - 10 du 28 Janvier 1959 relative à la police des associations.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

DAKAR, le 22 MAI 1965



LEOPOLD SEDAR SENGHOR.